

LA CRISE LIBANAISE DANS
SES PRINCIPALES
DIMENSIONS

— 4 —



للتنشيق والأبحاث

Documentation & Research

Ce serait commettre une erreur à propos des événements meurtriers qui désolent le Liban depuis neuf mois, ou plutôt les méjuger, que de les voir sous la seule dimension confessionnelle. De même qu'il serait faux de croire que la solution du conflit surgi à propos des «revendications musulmanes» puisse mettre terme à cette guerre et dénouer, enfin, la tragédie que vit le Pays.

Certes, il existe entre chrétiens et musulmans Libanais un désaccord profond sur l'identité du Liban et sur le loyalisme national, de même qu'une différence dans les attitudes et réactions, résultant de ce que les musulmans ne peuvent, d'après leur législation (Charïa), admettre un gouvernement non musulman (cf. étude de Mr. Hussein El Kowatly, Directeur général de «Dar el Fatwa», publiée dans le quotidien AS-SAFIR du 8/8/1975). Or dans un «Gouvernement islamique» les chrétiens d'après la «Charïa» sont des «Dhimmis», c'est-à-dire des citoyens de deuxième catégorie, ne jouissant pas de droits qui leur soient propres mais de ceux que leur concèdent les musulmans, par tolérance. Les chrétiens du Liban ont donc refusé d'admettre ces conditions de vie depuis la conquête de l'Islam au VII^e siècle, jusqu'à la chute de l'Empire Ottoman à la suite de la deuxième guerre mondiale. C'est ainsi qu'ils ont lutté, des siècles

durant, pour sauvegarder leur liberté et la dignité de leur existence et sont parvenus à imposer, aux Ottomans, la reconnaissance d'un Liban se distinguant par sa structure politique et dans lequel ils peuvent conserver leur identité religieuse et culturelle.

Lorsqu'en 1920, certaines régions à majorité musulmane ont été annexées au Liban, leurs habitants musulmans ont refusé ce Liban agrandi et sa constitution et n'ont cessé de demander, durant toute la période du mandat français, à s'en séparer et à faire partie de n'importe quelle unité syrienne ou arabe pouvant prendre corps.

Toutefois si différents que soient ce loyalisme et ces attitudes, ils ne devaient pas conduire à cette guerre destructrice. Ces chrétiens et musulmans ont pu trouver, en 1943, une forme d'existence et un régime de gouvernement sous lesquels ils ont pu jusqu'ici vivre. Et ils auraient pu continuer de vivre ainsi ou bien trouver une formule de vie meilleure, résultant d'un accord délibéré; si d'autres contradictions, autrement plus violentes que le désaccord islamo-chrétien, n'avaient mis le feu à la poudre.

La plus importante et la plus dangereuse de ces contradictions est celle qui oppose Libanais et Palestiniens.

Ces palestiniens que le Liban a abrités depuis 1948 atteignent aujourd'hui près d'un demi million; ils constituent, désormais, un poids démographique que ne peut supporter un Pays comme le Liban dont la densité de population est énorme et la superficie très réduite.

Ces palestiniens réfugiés, que la guerre de 1967 a transformés en guerriers et dont les campements sont devenus des camps d'entraînement et des retranchements militaires ceinturant et étranglant la Capitale, ont massé dans ces campements, tous leurs combattants venus des Pays Arabes, tous les mercenaires, les révolutionnaires et les hors-la-loi du Liban, des Pays Arabes et du monde... (Topamaros... armée rouge japonaise...). Là ils se sont servis du territoire libanais comme s'il était terre abandonnée, contre la volonté de l'Etat et parfois à l'encontre de ses institutions.

Ces Palestiniens devant qui les Etats Arabes ont fermé toute issue sur Israël, se sont attroupés, au Liban d'où ils menaient leurs actes de terrorisme, soit en Israël soit dans le monde, exposant le Pays qui les a accueillis aux représailles Israéliennes qui ont provoqué l'exode d'une grande partie de la population du Liban-Sud venue s'installer avec la misère dans la

banlieue de Beyrouth y formant cette catégorie des «démunis» qui ont déchargé leur haine contre l'Etat au lieu de la porter sur ceux qui les ont disséminés.

Ces palestiniens qui ont vu que la solution de leur problème était lente à venir et que les Pays Arabes l'un après l'autre, les étranglaient, se sont rendu compte qu'ils pouvaient s'emparer d'un Pays après avoir affaibli son armée, acheté sa presse, abusé de son climat de liberté et approfondi la division de ses citoyens. Peut-être, visent-ils, à partir de cette mainmise sur le pays, à procéder à la plus grande opération de chantage dans l'histoire de cette région. En effet, ou bien les libanais se rendront et le Liban sera une Patrie de rechange pour ceux qui ne rêvent pas à un retour en Palestine (compte tenu de ce fait que tous les réfugiés de 48 sont venus au Liban à partir des régions que les juifs ont envahies au cours de cette année-là et qui ont constitué l'Israël d'avant 1967 ou une plate-forme militaire pour ceux qui parient pour une guerre arabo-israélienne qui s'achèvera par la défaite d'Israël; ou bien, les libanais lutteront contre l'occupant et sa domination; et alors se posera, au monde, une nouvelle question du Moyen-Orient dont la solution sera liée à la solution du problème palestinien qui n'en sera que plus accélérée.

للتنسيق والابحاث

Ces palestiniens, toujours convaincus que les Pays communistes sont, pour eux, un fournisseur d'armes et un appui inégalable sur le plan international se sont alliés aux partis de gauche au Liban, c'est-à-dire: A01partis aux communistes, aux deux BAAS de Syrie et d'Irak, au parti populaire syrien, à la gauche nassériste etc... comme ils se sont alliés au front du refus des Pays arabes. C'est précisément cette alliance triangulaire qui a déclenché la guerre au Liban.

Toutefois, s'il est malheureux de constater que de nombreux libanais musulmans se sont alliés aux palestiniens, croyant que ceux-ci leur prêteraient main forte, en vue d'imposer un «gouvernement islamique» au Liban, il n'en reste pas moins vrai que les musulmans n'ont ni amorcé ni mené cette guerre, ils n'en ont été ni les tenants ni les monnayeurs. Mais ils constituent cette partie qui s'est laissé embrigader par les palestiniens lesquels ont occupé les régions soumises à leur autorité et y ont exercé leur domination au moyen de leurs organisations armées. (Tripoli, Saïda, Liban-Sud, Beyrouth-Ouest, Békaa). D'où il ressort clairement que tout ce qui a été soulevé dernièrement à propos des «revendications musulmanes», du «Dialogue» et des «dénominateurs communs», visait:

للتنسيق والأبحاث

- à compléter la polarisation des musulmans du Liban en les soudant fortement aux palestiniens. Dès lors ces derniers s'abritant derrière eux réalisent leurs objectifs propres et non ceux des musulmans.
- à détourner l'attention du monde des vraies raisons de la guerre au Liban, lesquelles, si elles étaient dévoilées, nuiraient à la cause palestinienne devant l'ONU ainsi que devant l'opinion internationale, surtout à la veille de la réunion du Conseil de Sécurité.

De ce point de vue certaines questions méritent d'être posées:

Premièrement: avec qui doit-on engager le dialogue en vue d'examiner les «revendications musulmanes»?

Les leaders musulmans sont devenus des êtres de façade vides et qui ne représentent plus les courants efficaces dans l'opinion musulmane. L'attaque menée par les palestiniens contre la maison de R. Karamé même alors qu'il est Président du Conseil des Ministres, et défenseur des intérêts palestiniens, n'est-elle pas un indice suffisant de ce qui reste du prestige des leaders musulmans? Davantage, les nouveaux

leaders musulmans que les évènements ont secrétés se présentent de par leur alliance avec la gauche les palestiniens et certains pays arabes, comme des instruments plutôt que comme des leaders au vrai sens du terme.

Deuxièmement: Quel est l'intérêt du «dialogue» et de l'examen des revendications musulmanes, tant que celles-ci ne constituent pas le fond du problème, ni sa cause décisive et qu'elles s'y sont greffés accidentellement?

La gauche et les palestiniens ne laisseront passer aucune solution apportée aux revendications musulmanes si elle ne garantit pas la domination des communautés chrétiennes par les communautés islamiques ainsi qu'un changement structurel de l'Etat libanais. Preuve en sont les discours du Président de la République et celui du Président du Conseil prononcés à l'issue de la médiation de Mr. Couve de Murville, les réactions suscitées et l'échec qui s'en est suivi. Même si la solution imposée assure la primauté aux musulmans ce ne seront certes pas les musulmans de façade qui en profiteront — bien qu'ils ne fassent pas aujourd'hui partie de la gauche et ne soient pas mercenaires des Pays Arabes gauchistes — mais les

communistes, les gauchistes et certains groupes affiliés au front du refus arabe ainsi que l'occupant palestinien. Les citoyens libanais dont l'allégeance est nationale perdront alors les garanties de leur liberté, de leurs droits et de leur identité culturelle.

Ce qui nous amène à la troisième question:

Troisièmement: Quelle est la portée réelle des revendications musulmanes?

1 — La Participation

L'application du texte de la constitution telle que pratiquée depuis 1938 par les Présidents de la République successifs, et qui est devenu comme une tradition constitutionnelle a réalisé, au mieux, la participation:

- en rendant nécessaire la signature du Président du Conseil à tous les décrets pris par le Président de la République.
- en procédant à une consultation des députés avant la nomination du premier ministre chargé de constituer le ministère. (Alors que l'article

de la Constitution confère au Président de la République le droit de nommer le Président du Conseil et les Ministres sans consulter qui que ce soit).

- en s'interdisant, quelles qu'en soient les raisons, de démettre le premier ministre.

Cette participation a modifié l'Etat Libanais et en a fait comme un état bicéphale, confédéral où toutes les décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité (le refus de premier ministre de charger l'armée de mettre fin à la guerre civile en est la meilleure preuve).

2 — Suppression du confessionnalisme politique, c'est-à-dire de la représentation confessionnelle à la chambre au niveau des trois présidences et du Conseil des ministres. Le but de cette revendication est d'imposer un gouvernement à majorité numérique qui sera, dans un proche avenir, musulmane.

Alors que musulmans et chrétiens s'étaient mis d'accord, en 1943, sur une forme sui generis de l'Etat, fondée sur l'équilibre de nombreuses minorités, garantissant pour chacune d'elles sa liberté et excluant l'hégémonie de n'importe quelle majorité. Dans ce

sens, pareille forme ressemblerait beaucoup à une forme confédérale inter-communautaire.

Remarquons d'autre part, que ce gouvernement n'a jamais été un gouvernement chrétien: ce que montre l'option du Liban, depuis 1943, pour une politique arabo-islamique et non pas chrétienne ou maronite (entrée dans la Ligue Arabe, Pacte de Défense commune, guerre contre Israël, acceptation d'un nombre énorme de réfugiés palestiniens excédant la contribution requise du Liban ainsi que ses possibilités d'accueil, défense de la question palestinienne devenue but exclusif de la politique — Accord du Caire et Défense de la cause palestinienne par le Président maronite de la République.

3 — Suppression du confessionnalisme dans la fonction publique.

La répartition confessionnelle des fonctions publiques a existé, au départ, dans l'intérêt des musulmans, qui, pendant longtemps, et pour des raisons qu'il n'y a pas lieu de dire ici, étaient moins portés au savoir que les chrétiens. Or depuis 1958 les fonctions sont également réparties entre chrétiens et musulmans et de nombreux postes importants traditionnellement réservés aux chrétiens, ont été

affectés aux musulmans: Présidence de la Cour des Comptes, Présidence du Conseil de la Fonction Publique, Présidence du Conseil Supérieur des Douanes, Direction Générale des Douanes, Direction Générale de l'Intérieur, Direction Générale de l'Education Nationale et de nombreuses fonctions de première catégorie que les musulmans continuent de remplir telles la Direction Générale des Forces de Sécurité Intérieure, la Direction Générale de l'Agriculture, la Direction Générale de l'Industrie etc...

D'ailleurs, malgré l'augmentation, dans toute communauté du nombre de porteurs de Diplômes universitaires, il reste sûr que la suppression du confessionnalisme dans la fonction publique n'est pas en faveur des musulmans.

Et s'ils revendiquent, cela, aujourd'hui c'est tout à fait dans un autre but: noyer l'armée et les Forces de Sécurité intérieure, afin de renverser l'équilibre des forces dans ces deux Institutions. Le but de cette opération n'échappe, certes, à personne.

Bref ceux qui exagèrent l'importance qu'ils accordent au conflit islamo-chrétien, à propos des revendications, jusqu'à en faire l'axe de la crise libanaise sont victimes de la campagne de matraquage

et de diversion que mènent les palestiniens et leurs alliés à l'intérieur et à l'extérieur en vue de masquer le vrai visage de la lutte où des étrangers, ayant occupé 60% de notre territoire national par la violence et les armes et essayant par tous les moyens, d'investir la totalité du Pays après en avoir ruiné les richesses et l'économie, sont combattus par ceux qui résistent à cette occupation pour défendre, dans cet Orient, le dernier refuge de la liberté de la démocratie et de la dignité humaine. Les Résistants Libanais sont déterminés, comme l'enseigne leur Histoire, à poursuivre cette guerre de la Résistance où se retrouveront à n'importe quel prix tous ceux, musulmans et chrétiens, dont le loyalisme pour un Liban libre et souverain est authentique.



Collection: «Question Libanaise»

Brochures parues:

- 1 — Témoignages vivants sur la crise que traverse le Liban, 1975
- 2 — Note sur la Question Libanaise, 1975
- 3 — Lumières franches sur la Question Libanaise, 1975
- 4 — La crise libanaise dans ses principales dimensions, 1976
- 5 — Note explicative sur la situation au Liban, 1976
- 6 — Liban 1975-1976 Qu'avons-nous fait et que faire? 1976



Documentation & Research 1 L. L.